Les instruments de l'IRDA

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Le moratoire lié au scheme selon la section 64

Une société qui propose ou entend proposer un concordat ou un arrangement (compromise or arrangement) à ses créanciers peut demander, en vertu de la section 64 IRDA, des ordonnances interdisant les résolutions de liquidation, la nomination de receivers, les procédures, l'exécution forcée et la réalisation des sûretés. Le dépôt de la demande déclenche un moratoire automatique de trente jours ou jusqu'à ce que le tribunal statue. L'ordonnance du tribunal peut s'étendre aux actes relevant de sa compétence, où qu'ils soient accomplis. Elle dure aussi longtemps que le tribunal l'estime approprié et peut être prolongée en vertu de la section 64(7) sur demande présentée avant son expiration. La société doit s'engager à demander la convocation d'une assemblée des créanciers ou l'approbation d'un scheme préarrangé (pre-packaged scheme) selon la section 71, doit informer les créanciers et doit déposer des pièces justificatives, dont une liste des créanciers.[1] La section 65 étend la protection aux sociétés liées, la section 66 interdit les actes de disposition pendant le moratoire et la section 67 autorise un financement de sauvetage assorti d'un super-privilège.

Le moratoire de la section 64 est l'instrument vers lequel les plateformes crypto se sont tournées en premier. Il est rapide, le débiteur reste en possession de ses actifs (debtor-in-possession) et il stoppe la ruée sur la plateforme pendant que les

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

administrateurs cherchent un acquéreur ou un investisseur. Sa faiblesse est apparue dans les mêmes affaires : il n'existe que pour faciliter un scheme, et dès qu'aucun scheme n'est possible, le tribunal refuse de le prolonger.

Judicial management

La judicial management régie par la partie 7 de l'IRDA place la société sous le contrôle d'un judicial manager nommé par le tribunal. Elle vise la survie de la société en tant qu'entreprise en activité, l'approbation d'un scheme ou une réalisation des actifs plus avantageuse qu'en liquidation. Le tribunal peut nommer des judicial managers provisoires jusqu'à l'audience sur la demande. Un moratoire sur les procédures et l'exécution forcée s'applique pendant la judicial management. Depuis 2020, une société peut aussi entrer en judicial management hors procédure judiciaire, par résolution et avec l'accord des créanciers.[2] La judicial management écarte les administrateurs. C'est pourquoi les fondateurs de plateformes l'évitent et pourquoi les créanciers qui se méfient des fondateurs la préfèrent. Hodlnaut en est l'exemple.

La liquidation et la loi type

La liquidation judiciaire (compulsory winding up) au motif que la société est incapable de payer ses dettes se fonde sur la section 125(1)(e) IRDA. Le liquidateur prend le contrôle des actifs, statue sur les productions de créances et répartit pari passu. Les biens que la société détient en trust pour autrui ne font pas partie de la masse, et c'est là que la question des actifs des clients devient décisive. La loi type de la CNUDCI sur l'insolvabilité internationale est transposée dans la troisième annexe (Third Schedule) de l'IRDA et mise en œuvre par la section 252. Elle permet à un représentant étranger d'obtenir la reconnaissance d'une procédure étrangère principale ou non principale et les mesures qui en découlent, notamment une suspension et la remise des actifs singapouriens au représentant étranger.[3] Three Arrows en est l'exemple.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Notes

1. Insolvency, Restructuring and Dissolution Act 2018, section 64(1)–(2), (5), (7)–(9) et (13)–(14), Singapore Statutes Online (consulté en juin 2026). ↩
2. Insolvency, Restructuring and Dissolution Act 2018, Part 7, sections 89–92 et 94–96, Singapore Statutes Online. ↩
3. Insolvency, Restructuring and Dissolution Act 2018, section 125(1)(e), section 252 et Third Schedule (UNCITRAL Model Law on Cross-Border Insolvency), Singapore Statutes Online. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com